

DROITS DE FILS DE CHAHID, DITES-VOUS ?

Parcours du combattant pour la retraite

Tout d'abord, souvenez-vous de mon article publié sur votre journal Le Soir d'Algérie, rubrique «Soir retraite» du mercredi 19/09/2007 ayant pour titre «Retraite des salariés fils de chahid : qui bloque l'application de la loi ?». Ainsi, et partant du principe qu'«aucun droit ne se perd tant qu'il y a un demandeur», voici un exemple de parcours du combattant d'un «fils de chahid retraité» n'ayant obtenu son droit, pourtant légitime, que par la voie judiciaire, la Caisse nationale de retraite ayant voulu le lui spolier, en dépit de l'existence de toute une armada de textes réglementaires.

Lois, circulaires et même des décisions de justice : jugements 1^{er} degré, un arrêt de cour confirmant ce jugement, un jugement définitif revêtu de la formule exécutoire, une ordonnance de référé rejetant le sursis d'exécution et confirmant la poursuite de l'exécution du jugement majorée cette fois-ci d'une amende de 30 000 DA, et enfin une deuxième ordonnance de référé instituant une astreinte pécuniaire de 3 000 DA pour tout jour de retard dans l'exécution. Tenez-vous bien, malgré tout cela, il a fallu quand même recourir à une plainte pénale datée du 26/01/2011, puis une seconde plainte après un mois et une semaine (c.-à-d. le 23/03/2011) auprès du procureur de la république de Aïn-Defla pour refus et entrave à l'exécution d'une décision de justice et ce, conformément à l'article 138 bis du code pénal (Ordonnance n°66-156 du 08/06/1966 modifiée et complétée par la loi 01-09 du 26/06/2001), et ce n'est que sous la menace expresse d'emprisonnement émise par le procureur, pour qu'enfin ce droit me soit finalement reconnu par l'agence CNR de Aïn-Defla, puisque les fiches de notification «Révision d'une pension de retraite» datées du 22/03/2001 ainsi qu'un chèque Trésor n°AB 7673959 portant remboursement des frais de justice ont été d'abord montrés au procureur puis remis à l'huissier de justice !

Cela s'est passé à Aïn-Defla et cela a duré 4 longues années, juste pour une bagatelle de révision de pension de retraite d'un fils de chahid qui consistait, tout simplement, à «la prise en considération, dans l'assiette de calcul d'une pension de retraite, des «salaires» de base sur laquelle a été opéré le rachat des cotisations de sécurité sociale de la période de la guerre de Libération nationale (7,5 ans), période considérée comme années de travail effectif conformément aux articles 42 et 43 de la loi 99/07 du chahid et moudjahid du 05/04/1999, et ce, en tant que meilleurs salaires, étant donné que cela est plus favorable pour le fils de chahid et ce, au même titre que les autres salaires de cotisations de travail personnel(cf aux articles 13 et 17 bis de la loi 83-12 du 02/07/1983 relative à la retraite»).

La CNR «facture» à l'Etat le rachat de 7,5 ans de cotisation

Cette revendication légitime n'est pas du tout fortuite, bien au contraire, elle repose sur des textes et lois réels et en vigueur : articles 42 et 43 de la loi n° 99-07 du 05/04/1999 relative au moudjahid et chahid, article 13 et 17 bis de la loi n°83-12 du 2 juillet 1983 relative à la retraite ; la circulaire de la CNR relative au rachat des cotisations de 7,5 ans au profit des fils de chahid qui stipule que «le rachat des cotisations dues au titre des périodes de participation à la guerre de Libération nationale s'effectue sur la base du salaire annuel moyen servant de base au calcul de la retraite et du taux de cotisation affectée à la branche retraite, quote-part salarié et patronale en vigueur au moment de la liquidation de retraite.

Le rachat des cotisations est à la charge de l'Etat». Ainsi la période de la guerre de Libération nationale (7,5 ans) est de fait considérée comme une période effectivement travaillée, les cotisations de la sécurité sociale étant à la charge de l'Etat, ce qui ramène à dire que la carrière professionnelle d'un fils de chahid se trouve désormais composée de deux périodes : la première, celle travaillée par le fils de chahid dont il a personnellement versé les cotisations à la sécurité sociale avec son employeur (Naftal pour mon cas pour une durée de 27 ans) et la seconde période, celle de la guerre de Libération nationale (7,5 ans). A noter au passage que

la CNR a su profiter de cette disposition et n'a nullement raté l'occasion de bien remplir ses caisses en «facturant» à l'Etat, d'une manière systématique, un rachat de 7,5 ans de cotisations pour tout fils de chahid demandant sa retraite et ce, même s'il ne lui manque qu'un trimestre aux 32 ans requis pour une retraite pleine ! Pour preuve, mon cas, par exemple, où ayant 27 ans d'activité à Naftal, la CNR a «facturé» à l'Etat un rachat de 7,5 ans de cotisation quoique qu'il ne me manquait que 5 ans de cotisation pour atteindre les 32 ans.

Eu égard de ce qui précède, ma carrière professionnelle est donc composée désormais de 27 ans (Naftal) + 7,5 ans (guerre de Libération nationale) soit un total de 34,5 ans. Ce que la CNR reconnaît bien en le mentionnant sur sa notification de retraite et bien sûr, c'est sur cette période totale (34,5 ans) que la CNR aurait dû également choisir mes meilleurs salaires des 5 années requises servant d'assiette de calcul de ma pension de retraite et ce, conformément aux dispositions législatives citées plus haut, étant donné que les «salaires» de rachat des cotisations de la période de la guerre de Libération nationale sont plus favorables à certains de mes salaires Naftal .

Plainte et gain de cause contre la CNR

Partant de ce principe, j'ai procédé à une étude détaillée d'un cas concret d'un fils de chahid en faisant ressortir le manque à gagner dans une lettre signée conjointement par une trentaine de fils de chahid, tous retraités, et en faisant soigneusement coïncider sa date d'établissement avec la commémoration de la journée nationale du chahid du 18/02/2007, laquelle a été adressée en guise de recours à la direction générale de la CNR avec une copie adressée à l'agence CNR de Aïn-Defla, au ministère des Moudjahidine, à l'Onec et à la Cnec.

Cette demande a reçu un écho défavorable en un temps record (14 jours uniquement délai de courrier inclus) de la part de la CNR, par courrier n°326/2007 du 04/03/2007. Considérant ce refus comme abusif et irréfléchi, j'ai réagi dans *le Soir d'Algérie* (référence citée plus haut). Ne voyant rien venir, j'ai tout simplement déposé (seul) une requête judiciaire en date du 22/09/2008 à la section sociale du tribunal de Aïn-Defla contre le directeur de l'agence CNR de Aïn-Defla pour réclamer ce droit légitime.

Après presque deux années de procédure judiciaire (expertise comptable incluse), la justice a finalement tranché en ma faveur dans son jugement du premier degré n°0831/2010 du 15/06/2010 lequel, après appel de la partie adverse, a été confirmé par la suite par l'arrêt n°2683/2010 du 14/11/2010 par la cour de Chlef. Un jugement définitif dans sa formule exécutoire a été donc établi en date du 02/12/2010 et signifié à la CNR, agence de Aïn-Defla en date du 06/12/2010 par le biais d'un huissier de justice conformément au code de procédure civile et administrative (CPCA) et là, profitant de son caractère d'organisme public appartenant à l'Etat, c'est-à-dire dont les biens sont insaisissables (cf article 636 du CPCA), la CNR ne s'est pas du tout gênée à refuser d'exécuter ledit jugement définitif en prétextant des difficultés qu'elle a purement et simplement imaginées, d'où l'établissement d'un PV de refus d'exécution, daté du 22/12/2010 par l'huissier de justice et ce, après le dépassement du délai réglementaire d'exécution des jugements conformément au CPCA.

Devant ce refus abusif et pour contraindre la CNR à exécuter le jugement dans sa formule exécutoire, j'ai procédé, en date du 28/12/2010, à une autre requête en référé au

président du tribunal de Aïn-Defla pour demander l'injonction d'une astreinte pécuniaire pour tout jour de retard d'exécution et ce, conformément à l'article 174 de l'ordonnance 75-58 du 26/09/1975 portant code civil, ainsi que l'article 625 du CPCA. Cette demande s'est soldée également en ma faveur en date du 27/01/2011 par l'ordonnance de référé n°02298/2010 du 27/01/2011, portant ainsi une injonction d'une astreinte pécuniaire de 3 000 DA pour tout jour de retard d'exécution, injonction signifiée à la CNR par huissier de justice conformément au code de procédure civile et administrative.

«Que me serait-il advenu si je ne connaissais pas mes droits ?»

De l'autre côté et pour cacher son refus abusif, la CNR de Aïn-Defla a déposé en date du 29/12/2010, (soit une semaine après les délais requis), une demande de sursis d'exécution au président du tribunal de Aïn Defla lequel, après un échange de requêtes, a refusé ce sursis en confirmant de nouveau l'exécution du jugement dans sa formule exécutoire majorée cette fois-ci d'une amende de 30 000 DA. Conformément à l'article 634 du CPCA et ce, par l'ordonnance de référé n°02310/2010 du 25/01/2011 laquelle a été également signifiée à la CNR par huissier de justice conformément au CPCA. Tout cela n'a pas suffi à la CNR pour procéder, sans attendre, à l'exécution du jugement définitif, et devant son entêtement dévoilant une haine réelle à l'encontre des fils de chahid, il a fallu couronner le tout par les deux plaintes pénales citées plus haut contre le directeur de l'agence CNR de Aïn-Defla et son conseiller juridique nommément cités pour refus et entrave à l'exécution d'une décision de justice (jugement dans sa formule exécutoire), ce qui est, bien sûr, en violation de l'article 138 bis de l'Ordonnance n°66-156 du 08/06/1966 modifiée et complétée par la loi 01-09 du 26/06/2001 portant code pénal qui stipule : «Tout fonctionnaire public qui use du pouvoir que lui confère sa fonction pour ordonner l'arrêt de l'exécution d'une décision de justice ou qui volontairement refuse ou entrave l'exécution de cette décision ou s'y oppose, est puni de six (6) mois à trois (3) ans d'emprisonnement et d'une amende de 5 000 DA à 50 000 DA.» Alors imaginez un peu que me serait-il advenu si je ne connaissais pas mes droits et si je n'étais pas tenace dans mes revendications ? Bonne nouvelle donc pour mes frères fils de chahid retraités se trouvant dans la même situation que moi : les 60 salaires (derniers ou meilleurs : 5 ans) de l'assiette ne sont pas identiques, sinon le salaire moyen de rachat des cotisations sera lui aussi identique et il n'y aura aucune incidence sur la pension car ils peuvent, en conséquence, bénéficier automatiquement — par effet de jurisprudence — de la révision à la hausse de leurs pensions de retraite en incorporant dans l'assiette de calcul des «salaires» de base du rachat par l'Etat des cotisations de la sécurité sociale pour la période de la guerre de Libération nationale (7,5 ans) si cela est plus favorable.

Je ne raterai pas cette occasion pour marquer mon indignation à l'encontre de l'ex-directeur général de la Fonction publique, Kharchi Djamel, qui, par son fameux téléx n°1225 du 03/10/2008, a privé des milliers de fils de chahid retraités, d'une manière illégale et abusive, du bénéfice de leurs droits légitimes : ajout de 2 catégories normalement acquis par la force de la loi 99-07 du 05/04/1999 relative au moudjahid et chahid (article 39). Ah ! si j'étais moi-même concerné, c'est à dire dans la Fonction publique, j'aurais agi avec la même ténacité en introduisant un recours en annulation auprès du juge

administratif d'Alger pour rendre caduc le fameux téléx.

Illégalité d'un téléx de la Fonction publique

C'est ce que j'ai déjà proposé, à travers mes différents articles, à l'Onec, la Fnec, au ministère des Moudjahidine et à l'ONM, en vain. En effet, au regard de la loi, ce téléx est illégal puisqu'il a modifié une loi en faisant fi, tout simplement, à la théorie de la hiérarchie normative des textes réglementaires : Traité international, Constitution, loi, ordonnance, décret, arrêté, ensuite les circulaires, les notes et les téléx lesquels viennent uniquement expliquer les modalités techniques d'application ni plus ni moins, car le système juridique est organisé selon cette théorie où la hiérarchie entre ces différents textes découle de la position institutionnelle de leur auteur, et plus leur auteur est élevé dans la hiérarchie administrative, plus leur valeur est grande et non pas l'inverse. Alors, comment voulez-vous qu'un simple téléx émanant d'un simple commis de l'Etat (même s'il est directeur général) puisse modifier une loi approuvée par le Parlement, signée par le président de la République et publiée au *JO* ? C'est du hors-la-loi, venant d'un haut fonctionnaire de l'Etat. Et tenez-vous bien, ce directeur général a pour mission n°1 comme spécifiée par le décret exécutif n°03-190 du 28/04/2003 de «veiller à l'application de la législation et de la réglementation relatives à la fonction publique et d'assurer la conformité des textes spécifiques à chaque institution et administration publique aux principes généraux édictés en la matière». Autrement dit, qu'a-t-il fait de l'article 4 de l'ordonnance n°75-58 du 26/09/1975 portant code civil qui stipule : «Les lois promulguées sont exécutoires sur le territoire national de la RADP à partir de leur publication au *JO* de la RADP. Elles sont obligatoires à Alger, un jour franc après leur publication et partout ailleurs dans l'étendue de chaque daïra, un jour franc après que le *JO* de la RADP qui les contient soit parvenu au chef-lieu de cette daïra...» et de l'article 2 qui stipule : «(...) La loi ne peut être abrogée que par une loi postérieure édictant expressément son abrogation.» ?

Qu'a-t-il fait de la circulaire interministérielle du 29/04/2008 relative à l'application des articles 39, 40 et 42 de la loi 99-07, émanant du secrétaire général du gouvernement et signée conjointement par MM. les ministres des Moudjahidine et des Finances, et par lui-même (DGFP) pour le secrétaire général du gouvernement, en faisant également remarquer ici, que cette circulaire n'a jamais limité la date d'application au 01/01/2008, toujours selon le principe de la hiérarchie normative des textes ?

Ainsi, la date d'effet de la loi du moudjahid et chahid, et à défaut d'une autre loi postérieure, ne peut en aucun cas être différée du 05/04/1999 au 01/01/2008, tel que décidé d'une manière illégale par le DGFP, chose que même la circulaire d'application interministérielle du 26/04/2008 ne peut et n'a pu faire. Je conseille à tous mes frères fils de chahid de la Fonction publique en retraite et en activité de réclamer, comme moi et surtout avec la même ténacité, leurs droits «Promotion spéciale : ajout de 2 catégories» par le biais de la justice : chambre administrative, avec un effet rétroactif obligatoire et irrévocable à partir de la date d'adoption de la loi du moudjahid et chahid à savoir le 5 avril 1999, et non pas du 1^{er} janvier 2008, comme l'a décidé d'une manière illégale l'ex-DGFP cité plus haut, à qui les fils de chahid ne pardonneront jamais cet acte d'abus de pouvoir et d'injustice flagrante.

M. Benmoumène,
Aïn-Defla